

Un spectre hante le Moyen-Orient

Le grand trouble jeté par le projet du 'Greater Middle East' annoncé par Bush est proportionnel aux craintes et aux espoirs qu'il suscite.

Andreu Claret

Un spectre hante l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient : l'initiative lancée par l'administration de George W. Bush, dénommée « Greater Middle East ». Le parallélisme avec la célèbre phrase par laquelle Marx commence son « Manifeste communiste » est une plaisanterie, mais pas totalement. Le spectre n'est pas le même, bien entendu, mais le projet possède une même intention transformatrice, avec des destinataires différents. Il s'agit d'annoncer la bonne nouvelle du changement radical qui va bouleverser les fondations de l'ordre établi dans une région du monde qui préoccupe tout le monde, surtout depuis le 11 septembre 2001. Une véritable révolution. Remplacez l'Europe par le vaste arc musulman qui s'étend du Maroc à l'Afghanistan, voire même le Pakistan, et où Marx augurait une imminente révolution sociale, Bush prédit un profond bouleversement démocratique capable de sortir le monde arabe de sa prostration : c'est la « Greater Middle East Initiative » (GMEI), annoncée par le président des Etats-Unis le 6 novembre 2003, visant à conduire la démocratie et le progrès aux rives du sud et de l'est de la Méditerranée – et même au-delà, jusqu'aux terres d'Arabie et de l'ancienne Mésopotamie –, et présentée à la société aux récents sommets du G-8 et de l'OTAN.

Bien que la comparaison avec le « Manifeste » ne saurait dépasser la simple dimension rhétorique, la meilleure preuve que l'initiative de Bush possède un certain tirant d'eau est l'encre qu'elle a fait couler depuis sa divulgation. Encre arabe, versée essentiellement pour exprimer méfiance et ressentiment, et encre européenne, pour prévenir les alliés de l'autre côté de l'Atlantique que l'ouverture du chemin d'une démocratie durable dans le monde arabe n'a rien à voir avec le fait de briser le statu quo. En tout état de cause, beaucoup d'encre : depuis la lapidaire opinion du « Financial Times » – « a grand concept in search of substance » (un grand concept à la recherche de substance) – jusqu'à la non moins lapidaire conclusion à laquelle parvient le politologue et ancien ministre libanais, George Corm, quand il affirme que le projet américain « sème la terreur parmi les gouvernants et les gouvernés. Les premiers, parce qu'ils pensent que le projet encourage les revendications populaires (dans les pays arabes). Les se-

conds, parce qu'ils voient en lui une nouvelle hypocrisie de la part de la politique hégémonique du tandem israélo-américain ». Parmi les critiques, abondent les allusions à la conjoncture internationale et électorale qui accompagne l'initiative, et certains analystes pensent que toute la publicité qui en a résulté ne cherche qu'à fournir à Bush un cadre général, une perspective lui permettant de justifier la guerre d'Iraq et les appuis au premier ministre israélien, Ariel Sharon, à l'aube des élections de novembre.

Cependant, peu à peu, l'idée selon laquelle il ne s'agit pas d'un simple stratagème électoral s'est imposée. Une « vision » dont l'origine la plus immédiate est le traumatisme du 11-S, mais qui prétend répondre à l'usure de la stratégie américaine envers le monde arabe depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon cette interprétation, nous nous trouverions face à un projet stratégique susceptible de remplacer celui qui a garanti la sécurité en Méditerranée pendant la guerre froide, et a fourni des approvisionnements suffisants et stables de pétrole à l'Occident. Ce schéma est entré en crise avec le 11-S et la constatation que les accords souscrits par les USA avec la maison des Saoud en 1945 ne permettent plus d'aborder l'avenir en termes de stabilité. La GMEI est une tentative pour élaborer une politique alternative, plus active, plus interventionniste, née des think-thanks néo-conservateurs qui dominent la pensée de l'actuelle administration américaine. Anticipant sur sa formulation conceptuelle la plus achevée, cette politique a gouverné la décision d'attaquer l'Iraq, de détruire le régime de Saddam Hussein et de tenter de démontrer que la fin du tyran n'a pas de raison d'être le début du chaos, mais l'avènement de la démocratie pour l'Iraq et le début de la démocratisation (et pacification) du Moyen-Orient.

Suspensions dans le monde arabe

Compte tenu de l'objectif déclaré pour la GMEI, il n'est pas étonnant qu'elle ait suscité un vif débat parmi les experts et ses destinataires éventuels. Un débat qui, en toute logique, ne s'est pas limité à ce que prétend l'initiative, aux objectifs qu'elle déclare poursuivre,

mais s'est élargi aux intentions que l'on peut raisonnablement lui supposer. La plupart des critiques comparent les objectifs annoncés de la proposition avec ce qu'a été la politique américaine au Moyen-Orient au cours des deux dernières années. Il s'agit d'évaluer cette nouvelle doctrine d'exportation de la démocratie à la lumière de politiques qui n'ont pas (encore) démontré leur capacité à faire progresser la démocratie de façon durable, là où elles ont été appliquées. Pour simplifier, on pourrait affirmer que les photographies des tortures dans les prisons d'Abou Ghraib et la détérioration de la situation en Palestine ont plus servi à discréditer la GMEI que les innombrables articles et éditoriaux critiques publiés par la majorité des quotidiens arabes. Il se peut que la frustration soit également le résultat d'expectatives exagérées. Dans les moments d'euphorie qui ont accompagné l'entrée des troupes américaines à Bagdad, l'administration Bush présentait la chute du régime de Saddam Hussein comme un exemple de ce qui pouvait arriver aux pays voisins s'ils ne s'ouvraient pas au changement qui allait balayer le Moyen-Orient. Avec une approche régionale aussi impudente, les USA ont placé le défi de l'après-guerre iraquien à un très haut niveau. Elle ne prétend pas seulement démontrer que l'intervention militaire peut apporter la démocratie à l'Iraq, mais aussi avertir qu'elle peut constituer la voie du changement et de la démocratisation pour d'autres régimes voisins. Un message qui, sans aucun doute, a été interprété par la plupart des gouvernants arabes avec la préoccupation à laquelle se réfère Corm. Certains, comme les présidents égyptiens, tunisien et syrien, Hosni Moubarak, Zine El Abidine Ben Ali ou El Assad respectivement, alertèrent des dangers de déstabilisation qui pourraient accompagner la GMEI selon la procédure employée pour la mettre en œuvre. D'autres reconnurent le besoin d'avancer dans les réformes. Parmi ceux-ci, le plus explicite fut le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, qui avertit ses homologues arabes : « Mieux vaut nous raser nous mêmes si nous ne voulons pas qu'on nous tonde ». En règle générale, si l'intention était d'associer les régimes arabes modérés à l'opération iraquienne et à la lutte contre le terrorisme, la menace d'un contrôle démocratique sur toute la région n'était pas la meilleure manière de compter sur leur participation. Plus d'un dirigeant arabe doit penser que la réussite ou l'échec des USA en Iraq déterminera l'avenir de toute politique destinée à imposer la démocratie depuis l'extérieur. Et donc son propre avenir.

Le radicalisme démocratique apparent avec lequel les promoteurs de la GMEI l'ont expliqué pouvait avoir compensé les suspicions qu'elle suscita auprès des gouvernants arabes en raison du soutien de sociétés impatientes de réaliser des changements. De fait, certains secteurs de l'opposition aux régimes les plus autocratiques sont restés initialement dans l'expectative. Ils pensaient que les USA allaient peut-être se placer à leurs côtés dans la difficile tâche de bouleverser les régimes arabes les plus inflexibles, ceux où la transition démocratique requiert une aide extérieure qui compense la répression inté-

rieure. Mais aussi bien le déroulement des événements en Iraq que surtout l'alignement de l'administration Bush avec la politique du gouvernement de Sharon réduisirent en cendres l'espoir d'un soutien à la GMEI de la part des masses arabes les plus favorables au changement. Le double jeu utilisé pour juger les actions des uns et des autres au Moyen-Orient ont mis en pièces les prétentions de mobilisation de l'opinion publique arabe au service des objectifs de la GMEI. Le lancement du canal de télévision Al Horra, en arabe, par le gouvernement des USA, semble être, dans ce contexte, la reconnaissance que les meilleures intentions (réelles ou supposées) ne trouvent aucun protecteur parmi une opinion publique dominée par le drame palestinien et les horreurs quotidiennes de l'après-guerre iraquien.

Problèmes de crédibilité

Le manque de crédibilité de la proposition américaine parmi ceux qui demandent une plus grande liberté dans le monde arabe est son principal talon d'Achille. En effet, l'idée selon laquelle il est nécessaire de bousculer le statu quo de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient était le principal attrait de la GMEI. Telle fut l'interprétation bénévole du ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, quand il affirmait en début d'année que « la crise en Iraq ne peut pas être résolue sans un processus de réformes à grande échelle dans tout le Moyen-Orient » et lorsqu'il assurait que « ni les USA ni l'Europe, ni le propre Moyen-Orient ne peuvent tolérer plus longtemps la perpétuation du statu quo dans la région ». Il s'agit là, sans aucun doute, du point fort de la GMEI.

La constatation que les choses ne peuvent pas continuer ainsi dans le monde arabe n'est pas d'aujourd'hui, et ne provient pas seulement des USA. Le célèbre rapport du PNUD, élaboré par des académiciens arabes et publié un an avant de connaître l'initiative américaine, concluait qu'en l'absence d'une plus grande liberté et d'une meilleure éducation – et si les femmes ne jouaient pas un plus grand rôle – les sociétés arabes manqueraient le train de la modernité et de la mondialisation.

Le besoin de processus démocratiques a également été abordé par l'Union européenne (UE) et figure au chapitre du partenariat euro-méditerranéen lancé en 1995 à Barcelone. Développement, démocratie et dialogue constituent une trilogie articulée visant à la réalisation de transformations sous une autre perspective, moins traumatique, moins externe, et peut-être moins choquante que la GMEI, mais plus cohérente et plus réaliste, dans la mesure où elle se fonde sur des processus de transition internes qu'elle cherche à encourager et à soutenir. De cette façon, il est certain que la fascination que la GMEI peut susciter chez des observateurs critiques du monde arabe provient de la force avec laquelle elle signale le besoin d'un changement. Mais aussi de la lenteur des réformes internes, sur lesquelles l'UE fait reposer sa proposition de partenariat avec les autres pays médite-

rranéens. Aux grands maux, les grands remèdes, pensent les plus sceptiques. Bienvenue soit la démocratisation des pays arabes, même si elle voit le jour avec un forçage, des mains d'une sage-femme étrangère à la région, en réponse au 11-S. Un grand concept, sans aucun doute, propre à un début de siècle. Mais qu'en est-il de sa « substance » – celle à laquelle se référait le « Financial Times »?

Les promoteurs de la GMEI insinuent qu'elle puise ses antécédents dans la conférence d'Helsinki de 1975, destinée à promouvoir la démocratie en Europe pour vaincre sa division en blocs et favoriser la démocratie entre les pays du Pacte de Varsovie. Dans ce cas, il s'agit de promouvoir une vaste adhésion aux principes de la démocratie et de la modernité, isolant l'islamisme radical et privant de son oxygène le terrorisme à composante islamiste. D'aucuns ont qualifié cette stratégie – avec force de raison – de victoire de la logique abstraite sur

la réalité politique. Le fait d'aborder la menace que représente Al Qaeda selon la logique régnante pendant la guerre froide est effectivement une manière d'échapper à la réalité et de ne pas tenir compte des nouvelles composantes existant dans les menaces actuelles. Il s'agit là d'une erreur de diagnostic, qui s'accompagne probablement d'une inadéquation des moyens destinés à combattre le terrorisme dit global, qui ne peuvent pas être les mêmes que ceux utilisés autrefois dans d'autres guerres.

Logique abstraite contre réalité complexe. Cet acharnement à fuir de l'analyse de la réalité trouve son explication dans la tendance à la simplification qui a gouverné l'action américaine. Au point de placer dans un même enchaînement logique Saddam Hussein et Al Qaeda, la poursuite du terrorisme fondamentalisme et la guerre contre la plus laïque des dictatures du Moyen-Orient. Seul un excès d'idéologie peut expliquer que l'on prétende lancer un message démocratique aux sociétés arabes sans l'accompagner d'une pression diplomatique sur le gouvernement de Sharon. Il n'est pas crédible de prétendre dessiner un avenir pour le monde arabe en faisant abstraction du conflit entre Israël et la Palestine. Et cela facilite la tâche de ceux qui souhaitent discréditer la GMEI en faisant allusion à ses objectifs non déclarés, et en la présentant comme la couverture idéologique d'un projet destiné à occuper des positions de pouvoir dans une région d'une telle importance stratégique.

Là où la logique de l'abstraction se fait plus évidente, c'est dans la définition du domaine géographique et des



George W. Bush et Ariel Sharon à la Maison Blanche pendant leur rencontre, dans laquelle le président américain confirmait son soutien au plan israélien de retrait de Gaza. Avril 2004. /

AP RADIALPRESS

partenaires auxquels est destinée la GMEI. Helsinki fut un projet élaboré pour les européens et leur réunification démocratique. A qui est destinée la GMEI ? Il ne s'agit pas d'une initiative conçue pour le monde arabe, puisque sa conception dépasse largement les pays de la Ligue arabe. Elle n'est pas non plus conçue pour faire face à la situation au Moyen-Orient, puisqu'elle exclut Israël. Son dénominateur commun est celui des pays musulmans, mais elle laisse de côté la plupart des asiatiques. Quel rôle réserve-t-elle à la Turquie ? Pourquoi le Pakistan, et non l'Inde ? Elle se propose d'encourager la démocratie chez un groupe de nations qui n'ont en commun que leur condition religieuse (dans la diversité de l'islam). Quel est le sens d'un projet destiné à porter la démocratie chez les musulmans ? Une fois de plus, le choc entre l'idéologie et la réalité. Existe-t-il une politique pour l'arc qui s'étend du Maroc à l'Afghanistan en passant par les pays du Golfe, l'Iran, le nouvel Iraq, l'Egypte ou la Libye ? Peut-on appliquer la même formule pour promouvoir la démocratie au Maroc, un pays en transition, avec des institutions démocratiques et une puissante société civile, et en Arabie Saoudite, qui ne compte sur aucune transition démocratique, ni société civile sur laquelle la faire reposer ? L'amalgame des nations et des peuples concernés ne se justifie que par la présence, chez eux, de l'islam comme religion dominante. Tout le reste n'est que diversité des régimes, des situations politiques, des histoires et des traditions, qui ont bien peu en commun. Pour aller au fond de la question : peut-on proposer un nouvel Helsinki pour

le monde musulman ? Est-il légitime et utile de comparer le bloc de l'Est avec un bloc – qui ne l'est pas – de pays musulmans ? Ceci ne risque-t-il pas d'exacerber le danger que l'on veut combattre, en alimentant une polarisation entre des entités définies par leur identité religieuse ? N'existe-t-il pas le danger, souligné par Vasconcelos, que cette polarisation pénètre au sein des propres sociétés européennes, à travers les communautés musulmanes qui y vivent ? En tout état de cause, il s'agit d'une façon de parler du Moyen-Orient sans parler de la Palestine. Sans même parler des arabes en tant que tels. Le fait de leur refuser l'identité qu'ils prétendent, et qui possède ses propres structures, aussi peu efficaces soient-elles comme on l'a vu à l'occasion du dernier sommet de la Ligue arabe tenue en mai en Tunisie. Une façon, en définitive, d'appliquer les vieilles recettes de la guerre froide à des problèmes complexes qui ne supportent pas les traitements caractéristiques de temps duaux.

L'exemple de l'Iraq

Les erreurs et les désastres auxquels peut conduire le triomphe de cette « logique abstraite » ont trouvé en Iraq un premier domaine d'expérimentation. Bien qu'il soit encore difficile d'imaginer l'avenir de ce pays, on peut déjà affirmer que la guerre n'a pas contribué à maîtriser la menace terroriste qu'elle disait poursuivre. La chute de la dictature a certainement offert au peuple iraquien une opportunité pour mieux vivre, mais elle a créé des conditions pour le développement d'actions d'Al Qaeda à grande échelle et a transformé l'Iraq en un terrain d'entraînement pour des milliers de candidats à rejoindre ses rangs et à porter la destruction aux quatre coins du monde. Il se peut que la situation finisse par s'améliorer si la capacité des irakiens à prendre leur destin en main se confirme et si la communauté internationale s'implique dans la reconstruction. Mais personne ne pourra justifier le temps perdu, les vies humaines détruites, le dommage porté aux relations et aux perceptions entre l'Occident et l'Orient. Il reste à voir ce que sera une démocratie importée qui devra reposer sur une forte composante communautaire à fondement religieux. D'autre part, où sont les effets salutaires de la guerre d'Iraq sur le Moyen-Orient qui ont tant de fois été annoncés ? La démocratie a-t-elle progressé dans la région, ou les régimes autoritaires se sont-ils encore plus retranchés, en trouvant dans leur collaboration contre le terrorisme islamiste un alibi pour continuer à compter sur le support des USA ?

Si l'on doit reconnaître une vertu à la GMEI, c'est celle d'avoir ravivé le débat sur la démocratie dans les sociétés arabes. Nous acceptons le point de départ : la perpétuation des régimes autoritaires et l'absence de liberté empêchent le développement, facilitent l'émergence de populismes identitaires, fondamentalistes, et créent les conditions pour l'apparition de groupes radicaux contraires à la modernisation. Ils créent des conditions ambiantes pour l'action des groupes terroristes. Aussi, le sta-

tu quo a-t-il cessé d'être synonyme de stabilité et de sécurité. Aussi bien pour les régimes arabes que pour les intérêts de l'Occident. Il n'y aura ni développement, ni stabilité ni sécurité si l'on n'ouvre pas les portes à la participation et à la démocratie. C'est un point de vue partagé par beaucoup. En Europe et aux USA, mais également dans le monde arabe (par exemple, les auteurs du rapport du PNUD susmentionné).

Les divergences surgissent dans la façon d'effectuer cette démocratisation. Peut-on l'imposer depuis l'extérieur et par la force ? Le remède ne sera-t-il pire que le mal ? Qui peut assurer que c'est la démocratie et non pas le chaos qui remplacera les dictatures ou les régimes que l'on déstabilise depuis l'extérieur ? Comment éviter que cette déstabilisation n'ouvre pas la porte à une régression islamiste rétrograde, contraire à une perspective démocratique ? La GMEI n'apporte aucune réponse à ces questions. Son caractère idéologique ne permet pas de la considérer comme un processus dans lequel les aspects politique, économique et culturel se conjuguent pour faire progresser la situation, pas à pas, en fonction des circonstances de chaque pays et en concertation avec les forces sociales ayant pris un engagement vis-à-vis de la modernisation des sociétés arabes.

Telle est la différence entre la GMEI et le partenariat euro-méditerranéen, qui est conçu comme un processus. Il se peut que le débat actuel ait servi à mettre en évidence les insuffisances du Processus de Barcelone, le manque de détermination de l'UE et le besoin pour celle-ci de s'impliquer davantage au Moyen-Orient. Mais le dialogue méditerranéen engagé en 1995 possède sur la GMEI deux avantages essentiels : d'une part, il implique tous les acteurs – y compris Israël – et surtout permet d'aborder la démocratisation du monde arabe en termes de processus. Il compte certainement sur une architecture complexe, difficile à faire progresser, mais possède l'énorme avantage de fuir de la simplification et de l'amalgame, et permet de dessiner des politiques à géométrie et à rythme variables. Il permet de chercher des interlocuteurs authentiques dans les pays concernés, sans qu'il soit nécessaire de les importer depuis l'exil. Il faut cependant reconnaître que l'enjeu du Processus de Barcelone n'est pas non plus facile : faire avancer la démocratie, sans l'imposer. Exercer la conditionnalité de la coopération, en défense des droits de l'homme, la transparence et la gouvernabilité. Rejeter le statu quo sans provoquer une déstabilisation. La clef consiste probablement à mieux connecter les forces sociales qui incarnent une volonté de changement, tout en collaborant avec les régimes existants. Sans rejeter le dialogue avec l'islamisme politique, en acceptant qu'il exprime de vastes courants d'opinion dans la plupart des pays arabes, et qu'il rassemble des projets très différents, allant de ceux qui menacent par la régression à ceux qui ont appris les leçons de l'Algérie et de l'Iran, se retranchent vers des modèles démocratiques, conservateurs, et dirigent de plus en plus leurs regards vers Istanbul. ■